

**Jean-Luc MASTIN (Lille 3, IRHiS – UMR 8529)**  
**Capitalisme régional et financement de l'industrie,**  
**région lilloise, 1850-1914**

*Ce texte est une version provisoire de ma communication au colloque du RTP, 28 mars 2008*

Dans la perspective des difficultés économiques et sociales de la reconversion que connaît la région lilloise depuis trente ans (effondrement du textile, fermetures d'usines en cascade, taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, misère sociale, échec scolaire, violence et délinquance, inégalités sociales très fortes, image répulsive...), il paraît intéressant de se pencher sur les caractères de l'industrialisation et du financement de l'industrie de l'arrondissement de Lille au cours du second XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire au moment du passage de la première à la seconde industrialisation. Deux premières questions s'imposent :

1. Le tissu industriel, dominé par les industries traditionnelles, et surtout par le textile, s'est-il modernisé et diversifié ? Autrement dit, dans quelle mesure les industries nouvelles (industries électriques et électrotechniques, chimiques, automobile, etc) se sont-elles développées et la prépondérance du textile a-t-elle été remise en cause ?

2. Le système financier régional, déterminé par la prééminence du capitalisme familial, et reposant sur les pratiques propres à la sphère privée du crédit, sur ce que Jean-Pierre Hirsch a appelé « mutualité du crédit », a-t-il été ébranlé par ces mutations ? Comment ? Les établissements de crédit parisiens (à réseau national de succursales) et les marchés financiers parisiens, belges, et plus généralement étrangers, l'ont-ils concurrencés, voire supplantés ? Ou bien s'est-il lui-même transformé, adapté aux nécessités financières de la diversification du tissu industriel, en s'ouvrant à des forces endogènes nouvelles ? Se pose donc la question de l'autonomie financière régionale : s'est-elle affaiblie après 1880 ?

En réalité, l'étude déborde rapidement du cadre de ce questionnement, et c'est plus largement l'étude du capitalisme régional (i.e. de la région lilloise) qu'on est amené à faire. Tout au long de l'étude, on cherche ainsi à comprendre le comportement et les stratégies du milieu d'affaires dominant –celui du négoce et de l'industrie textiles- qui contrôle le système financier régional, et plus largement, l'économie du Nord-Pas-de-Calais (notamment les charbonnages du Pas-de-Calais, en particulier les Mines de Lens, premier charbonnage de France en 1900). L'expression « capitalisme régional » suscite certes deux

remarques ou critiques. 1. Le concept de « capitalisme régional » a-t-il une réalité historique ? Si, au début de la période étudiée, il n'est utilisé que comme une catégorie descriptive, et que la réalité ressemble davantage à une juxtaposition de capitalismes locaux, on observe en revanche, après les années 1880, un phénomène d'intégration financière régionale (qui n'a certes pas empêché le maintien de particularités locales).

2. Caractériser cet objet suppose de le comparer à d'autres, et il faut reconnaître que la perspective comparative n'est pas, ici, développée. Et pour cause : l'objet à lui seul est assez ample ; et l'objectif est d'abord d'analyser un système dans son fonctionnement interne comme dans ses relations avec l'extérieur – la question de l'autonomie, des dépendances, mais aussi des investissements extérieurs permettant d'entrer dans le processus de mondialisation.

Financement de l'industrie et capitalisme régional ont fait l'objet de deux études d'ensemble consacrées au premier XIX<sup>e</sup> siècle : la thèse de Jean-Pierre Hirsch (*Les deux rêves du commerce*, 1991) les analysait – pour faire vite- à travers l'ambivalence du rapport du milieu d'affaires aux institutions ; celle de Pierre Pouchain (*L'industrialisation de la région lilloise de 1800 à 1860*, 1980) décrivait la première industrialisation et son financement. Mais le second XIX<sup>e</sup> siècle a été relativement délaissé. Par ailleurs, il s'agit d'éviter le caractère trop descriptif que présentent certaines études sur l'industrialisation à l'échelle régionale, comme la thèse de Pierre Cayez (*Crise et croissance de l'industrie lyonnaise*, 1980), et le piège d'une histoire financière désincarnée ; et de faire au contraire, une histoire à la fois économique, financière et sociale, en croisant trois types d'approches : la quantification ; l'approche monographique (entreprises et groupes familiaux) ; et la confrontation des discours et des pratiques. Enfin, il s'agit de combiner approches micro-, méso-, voire macro-économiques, et de donner à la dimension spatiale toute son importance : l'échelle régionale est largement privilégiée, mais il s'agit souvent de descendre à l'échelle locale, pour chercher les flux intrarégionaux ou les particularités locales.

La démonstration tient en six parties. Essentiellement fondée sur l'exploitation des résultats statistiques d'un sondage dans les actes de société, la première partie constitue le socle quantitatif de l'étude : il s'agit notamment de montrer les structures du capital, l'évolution des flux d'investissements, et de mesurer la perte d'autonomie financière de la région lilloise. On descend ensuite au niveau micro-économique (entreprises et groupes familiaux) pour pénétrer au cœur des logiques du capitalisme familial et y chercher les ressorts de l'autonomie financière régionale. Les solidarités débordant largement des groupes, il s'agit, dans la troisième partie, d'analyser les relations de concurrence et de coopération entre les groupes

textiles, et de montrer la force des tendances à l'organisation corporative et à l'action collective, à travers l'exemple d'un cartel textile. On change ensuite de point de vue pour analyser le système financier. La quatrième partie, consacrée au système bancaire, et la cinquième au marché financier, en montrent la sclérose. Enfin, la sixième partie revient sur la rupture fondamentale du début du XX<sup>e</sup> siècle, préfiguration de la mondialisation, marquée par l'essor des investissements extérieurs (voire la fuite) des capitaux régionaux, et par la pénétration du secteur textile par les capitaux extérieurs, anglais notamment.

## **I. Formation du capital et industrialisation de la région lilloise.**

L'ensemble de la présente thèse s'appuie d'abord sur l'exploitation systématique des actes de société déposés aux greffes des tribunaux de commerce de Lille, Roubaix (à partir de 1868) et Tourcoing (à partir de 1872), et consultables aux Archives départementales du Nord. Ils s'offrent en effet à une double exploitation : statistique (constitution et exploitation d'un sondage permettant de quantifier les investissements), et monographique.

Le volume de ce fonds (168 cartons entre 1847 et 1914, plus de 20 800 actes) et sa richesse, qui augmentent au fil du temps (surtout après 1867), ont imposé de procéder à un sondage dans la masse des actes de toute nature (créations / statuts sociaux, augmentations de capital, modifications des statuts, cessions de droits sociaux) : on a retenu quatre périodes de trois années, espacées d'une vingtaine d'années : 1853-1855 ; 1873-1875 ; 1893-1895 ; 1911-1913. Au total, 3900 actes, soit près de 20 % de l'ensemble (et une grosse année de dépouillements intensifs). Ce sondage a donné lieu à la construction d'une base de données (raison sociale, capital social, siège social, identité et adresse des associés et actionnaires, montant de leur mise de fonds, etc), ainsi qu'à un volumineux fichier papier destiné à conserver les informations ne pouvant faire l'objet d'une standardisation (description des apports, taux d'amortissement, partage des bénéfices, etc). L'exploitation statistique, limitée aux créations de société et aux augmentations de capital, poursuit trois objectifs : mesurer des flux d'investissements (tout en gardant à l'esprit que les chiffres obtenus ne constituent qu'une mesure relative) ; analyser leur structure (par secteurs, taille, formes juridiques) ; mesurer trois types de flux distingués selon leur origine et leur cible, soit un flux A (capitaux endogènes investis localement, et flux intrarégionaux), un flux B (capitaux extérieurs entrant dans l'arrondissement), et un flux C (capitaux endogènes investis à l'extérieur).

Le travail statistique présente certes plusieurs limites. Il impose notamment d'opérer des classements difficiles à faire (ainsi dans le textile, la distinction est difficile entre négoce et industrie). Il se heurte à l'inégale précision de la source (avant 1867 : un résumé succinct des actes de société ; après 1867 : un double, de plus en plus précis, devenant souvent un épais dossier dactylographié à la fin de la période). Enfin, la source est le produit d'un double filtre : le fait sociétaire (toutes les entreprises qui ne sont pas mises en société nous échappent) ; et surtout le rapport des associés (et plus largement du milieu d'affaires) à l'obligation légale de publicité<sup>1</sup>. Faut-il pour autant renoncer à quantifier ? Non, parce que le jeu en vaut la chandelle et que les silences et les mensonges sont d'or – bien sûr, à partir du moment où le contrat (de société) est trahi par un « pacte » (de famille) trouvé dans des archives privées, voulant, en privé, « rendre hommage à la vérité »...

L'analyse des résultats statistiques permet de préciser la problématique et suggère, entre autres, l'idée d'une évolution à rebours, autrement dit d'un renforcement de la spécialisation textile. Il faut certes nuancer - d'abord parce qu'on étudie des flux, sur des périodes relativement courtes, et non des stocks. Mais on peut retenir quatre conclusions principales :

1°) A l'échelle régionale, l'évolution de la ventilation des investissements industriels [reflétés du moins par la capitalisation des sociétés créées et des augmentations de capital] montre une diversification relative. Le textile semble reculer proportionnellement : 80 % en 1873-75 ; 64 % en 1893-95 ; 50,5 % en 1911-13. Cependant : 1. en 1853-55 il pesait 45 %, soit un renforcement sur le demi-siècle ; 2. le volume des investissements textiles, après avoir reculé entre 1873-75 (43,5 MF) et 1893-95 (28 M.), a ensuite quasiment doublé (plus de 50 MF en 1911-1913) ; 3. Les nouvelles industries n'ont progressé que très faiblement : la chimie passe de 5 % en 1893-95 à 6,4 % en 1911-13, le secteur des industries électrique et électrotechnique passe de 1,6 à 7 % seulement.

---

<sup>1</sup> Pour une société déclarée, combien de sociétés restent verbales / « de fait » ? Combien de sociétés déclarent un capital ? Et quelle valeur a la déclaration des apports et du capital social ? Surtout à partir du moment où les droits d'enregistrement deviennent en partie proportionnels au montant des apports sociaux (1872), et quand on sait que l'ensemble des statuts sociaux résultent souvent d'une stratégie d'évitement de droits à payer (ex : droits de mutation), mise au point avec l'aide de l'avocat et du notaire.

2°) L'observation à l'échelle locale apporte une autre nuance :

- *La diversification ne s'est opérée qu'à Lille* (agglomération lilloise). Après un développement important du textile dans les années 1860 (le secteur passe de 48 % en 1853-55 à 75,6 % en 1873-75), le secteur recule fortement : 43 % en 1893-95 ; 30 % en 1911-13. Il semble donc que la spécialisation textile n'y a été qu'une parenthèse, progressivement refermée après les années 1880 (crise de la toile de lin, recul de la filature de coton). Pour autant, cette évolution semble relativement moins profiter aux industries modernes (industries électriques = 11 % en 1911-13) qu'aux autres industries traditionnelles (mécaniques surtout). Il faut dire 1° qu'en contrepartie, la spécialisation relative des cantons sud-ouest (Haubourdin) dans la chimie se renforce (20 % en 1911-13) ; 2° que Lille semble déjà connaître une désindustrialisation, et renforce son caractère de place financière et de négoce : la part des investissements industriels y recule : 61 % (1853-55) ; 55 % (années 1870 et 1890) ; 24 % (1911-13 ; en raison des grandes opérations financières représentées par les augmentations de capital du Crédit du Nord et de Devilder).

- *Au contraire, la spécialisation textile se maintient voire se renforce à Roubaix* (68 % des investissements industriels en 1853-55 ; plus de 82 % années 1870 et 1890 ; 74 % en 1911-13), à *Tourcoing* (plus de 83 % jusqu'aux années 1890, et sans doute encore 80 % en 1911-13) et *dans la vallée de la Lys* (75 % en 1893-95 ; 86 % en 1911-13).

- Au total, Lille renforce son caractère de place financière et de négoce dominant une « périphérie » industrielle, spécialisée dans les industries textiles à la frontière, et dans la chimie au sud-ouest.

3°) L'analyse des flux d'investissements selon leur origine géographique (flux A : endogènes ; flux B : exogènes) précise le constat :

- globalement, le degré de dépendance de l'industrie régionale à l'égard des capitaux exogènes a augmenté : 4,3 % en 1853-55 ; 11,7 % en 1873-75 ; 9 % en 1893-95 ; 26,6 % en 1911-13.

- Nuancer selon les secteurs : plus on s'éloigne du pôle textile, et en général des industries traditionnelles, plus la part des capitaux exogènes est importante ; l'électrification de l'arrondissement s'est faite à plus de 80 % par les capitaux parisiens (groupe Giros-Loucheur) et bruxellois (Union des Tramways de Bruxelles) ; de même le poids des capitaux exogènes (parisiens notamment) est important dans la construction mécanique (65 % en 1911-13, en raison du développement de la construction mécanique de précision comme compteurs

de gaz), l'électrotechnique (37 % en moyenne) ; dans la chimie (55 % ; dépendance avouée du textile à l'égard de l'industrie allemande des colorants).

- La diversification industrielle s'étant faite grâce aux capitaux extérieurs, leur poids dans les investissements industriels est, à la veille de la guerre, plus important à Lille (41 %) que dans le reste de l'arrondissement.

- Si, en revanche, on analyse *le comportement des capitaux endogènes* : en 1911-13, le secteur banque-finance a certes absorbé près de la moitié des capitaux lillois et roubaisiens-tourquennois, mais les investissements *industriels* des Lillois ont été de moins en moins attirés vers le textile après les années 1880 (79 % en 1873-75 ; 49 % en 1893-95 ; 46,6 % en 1911-13), ce qui est loin d'être le cas des capitaux roubaisiens et tourquennois (pour les roubaisiens : 79,2 % en 1873-75 ; 82 % en 1893-95 ; 79 % en 1911-13). Or, le poids des Roubaisiens et des Tourquennois dans la formation du capital industriel s'est accru au cours du demi-siècle étudié : 24 % en 1853-55 ; 49,5 % en 1893-95 et sans doute plus de 45 % en 1911-13 ; plus généralement, dans l'ensemble des capitaux régionaux formés, leur poids atteint plus de 50 % en 1911-13 (contre 20 % en 1853-55). C'est un élément important dont il faut tenir compte pour parler de la spécialisation textile de l'arrondissement, et du capitalisme régional en général. Ainsi la filature de coton, plus ou moins délaissée par les Lillois (pour caricaturer), est, à la veille de la guerre, financée par les Roubaisiens à hauteur de 64 %.

- La consolidation des industries textiles à Roubaix-Tourcoing et dans la vallée de la Lys s'est faite par un *renforcement des flux intrarégionaux* (consacrés au textile à 77 % en 1911-13 contre 65 % en 1893-95).

4°) Or, parallèlement, on observe la croissance considérable des investissements extérieurs des capitaux régionaux, plus forte, semble-t-il, qu'à l'échelle nationale. En 1911-1913, le flux C s'élève à 38 M.F (contre 3 M. en 1893-95). Mais pour les seules affaires pétrolières de Galicie (Autriche-Hongrie) et de Roumanie, de janvier 1911 à juillet 1914 : plus de 76 M.F. Le début du XX<sup>e</sup> siècle est donc marqué, d'un côté, par la dépendance accrue à l'égard des capitaux extérieurs (surtout dans les secteurs nouveaux, mais aussi en réalité, dans le textile), et de l'autre, par l'expansion considérable du capitalisme régional à l'étranger. Ne s'agit-il pas là des prémices de la mondialisation ?

## II. Capitalisme familial et croissance du textile.

Descendons au niveau micro-économique pour entrer dans le fonctionnement du capitalisme familial. L'analyse des bilans de cinq entreprises textiles (trois filatures de coton à Lille, une filature de laines à Tourcoing, et un peignage de laines à Roubaix), malgré l'étroitesse de l'échantillon, l'hétérogénéité des séries (qui rend difficile l'agrégation des données), et la relative opacité des comptabilités des S.A., permet d'abord de réintroduire une chronologie nécessairement rompue par le sondage, et de dessiner en particulier les courbes des investissements et des bénéfices textiles. Complétée par les procès-verbaux de conseils d'administration et d'assemblées générales des S.A., et les actes de société (pour la reconstitution des groupes), elle permet aussi de renverser plusieurs idées reçues :

1°) *Le prétendu « archaïsme » du capitalisme familial, par opposition à la « modernité » du capitalisme anonyme / financier.* Cette idée, qui s'appuie sur le cliché (vulgarisé par l'enquête allemande de 1915 sur *L'industrie en territoire occupé*) d'industriels-rentiers arc-boutés sur un outillage obsolète, héritage familial, et sur l'assimilation entreprise familiale = petite entreprise, est démentie par trois faits :

a./ Un souci constant d'acquiescer les nouvelles techniques, et de moderniser l'équipement ;

b./ L'apparente dispersion du capital, la multiplicité des raisons sociales, cachent au contraire une structure de groupes en constellations, formés d'entreprises juridiquement indépendantes, mais reliées par des liens personnels et financiers, dont le groupe Mulliez donne aujourd'hui un bel exemple. Et tandis que le cloisonnement des bilans n'empêche en rien le maintien d'une indivision (cf la devise appliquée par l'Association Familiale Mulliez : « tous dans tout »), la multiplication par la scission (« démarier les jonquilles ») permet d'occuper le marché ;

c./ L'inventivité et la plasticité du capitalisme familial, qui, depuis le début des années 1850, dans l'expérience du financement des charbonnages du Pas-de-Calais, a appris à croiser les formes juridiques, l'emportent largement sur le refus de la S.A., forme qui connaît un succès croissant après 1895, surtout dans le textile roubaisien, et dont le mode de « gouvernance » est en outre imité par certaines SNC (ex : Motte-Bossut fils) - tandis que les SA textiles verrouillent leur capital à la manière des SNC. C'est que la SA séduit pour plusieurs raisons : elle permet de concentrer et de conquérir, et représente la meilleure solution à la paralysie de l'indivision (résultant d'une succession ou d'une acquisition).

2°) *Les entreprises industrielles souffriraient d'une excessive immobilisation de leurs fonds propres* (manque de fonds de roulement et endettement). On observe en réalité une tendance générale au fort accroissement de la part de l'actif circulant, indiquant que l'industrie textile est de plus en plus une affaire de négoce et de spéculation (à partir des années 1880 surtout), y compris dans les métiers traditionnellement façonniers comme le peignage de laine<sup>2</sup>. L'accélération des amortissements en période de bénéfices élevés (après 1895) vise à réduire au minimum le poids des immobilisations, de manière à dégager des liquidités suffisantes pour développer les activités commerciales et « faire le vide » autour de soi.

3°) *Les industriels tiendraient en horreur l'endettement, et chercheraient l'indépendance*. Au contraire, le rationnement des fonds propres est général. Lors de la grande prospérité des années 1907-1914, on observe ainsi des retraits massifs de capitaux (pas seulement des bénéfices) et la croissance de l'endettement, notamment bancaire. Il faut, il est vrai, tenir compte de la limite floue entre dedans et dehors, entre capitaux familiaux et dettes : où situer les obligataires, les titulaires de comptes courants, les banquiers mêmes, si ceux-ci ont un lien familial avec les associés ? Toujours est-il que l'endettement n'a pas été seulement recherché pour son effet de levier, mais aussi pour ses vertus sociales : à Roubaix, il est vu comme un signe de puissance sociale ; il favorise les interdépendances et la cohésion du milieu. On pourrait néanmoins distinguer (au moins provisoirement) deux modèles de financement, l'un lillois (endettement surtout à court terme), l'autre roubaisien (propension à s'endetter davantage, à court et long terme). Enfin, le rationnement systématique des fonds propres renvoie au rôle respectif de l'endettement (financer la croissance interne des entreprises) et de l'autofinancement, consacré à la croissance des groupes. Loin d'être malthusien en effet, le capitalisme familial du Nord vise l'expansion.

### **III. De la coopération à la coalition : l'organisation du capitalisme régional.**

Autre idée reçue qui ne résiste pas à l'analyse : le prétendu *individualisme des industriels du textile*. Il s'efface d'abord devant l'intrication des liens familiaux, dont il faut mesurer la force : ils n'impliquent certes pas une solidarité sans faille ; mais ils constituent la « trame intégrative » du milieu

---

<sup>2</sup> Alors que, dans les discours, le démantèlement du système de la Fabrique et le développement de la spéculation sur les matières ont renforcé le mythe de métiers « bien tranchés » (opposition rhétorique entre l'industriel, le négociant et le financier).



(P.P. Zalio), laquelle tend aussi à être exclusive, et, parce que « bon sang ne peut mentir », un « mariage riche et honorable » peut faire cesser l'état de guerre et faire entrer dans le cercle des solidarités. Les liens familiaux imposent leurs logiques au marché.

Par ailleurs, la lecture de l'agenda-memorandum (écrit entre 1879 et 1891) de Scrive-Loyer, fabricant de toiles lillois, rappelle l'ambivalence des relations entre confrères-concurrents souvent apparentés ou alliés : la concurrence n'empêche pas de constantes tendances à la coopération (prenant notamment la forme de la mutualité et de la coopérative) ; et c'est son exacerbation même, en temps de crise, qui pousse à la coalition. On le perçoit également à travers les archives du syndicat des peigneurs de laine de Roubaix-Tourcoing, déposées au C.A.M.T. à Roubaix en 1999. Ce fonds d'une richesse inédite (contenant en particulier les statuts, les rapports d'assemblées générales, des dossiers sur les rachats et destructions d'établissements) permet d'entrer dans le secret d'un cartel textile depuis 1881, et de renverser quelques idées fausses et tenaces, que les travaux d'Albert Aftalion sur les cartels des filateurs de lin et de coton (1904, 1908) avaient contribué à divulguer :

- le prétendu individualisme foncier des entreprises familiales aurait, dans le textile, limité la formation d'ententes, tout au plus organisées sous la forme de cartels dits « primitifs », ou « à formes simples » ou « imparfaites » (par opposition aux puissantes organisations centralisées de la chimie ou de la métallurgie françaises et allemandes) ; idée démentie par l'inflation et la complexité croissante de la réglementation (tarifs et conditions ; organisation de la tontine) du cartel des peigneurs, et la polyvalence même de cette institution ;

- les cartels textiles auraient été précaires, à « vie éphémère et intermittente » ; or, on ne peut que constater la stabilité du cartel des peigneurs après 1895, et la consolidation de l'union syndicale surtout après 1905 ;

- ils auraient été impuissants à modifier les conditions du marché, et n'auraient eu qu'une vocation défensive, conservatrice (« préserver la structure dispersée de l'industrie » et « sauvegarder la concurrence naturelle et libre » d'après François Caron) ; au contraire, le cartel des peigneurs a accéléré la concentration du peignage en menant trois offensives de destructions (appelées « riblonnage »), 1888-89, 1901-1903 et 1908, destinées à assurer la suprématie de Roubaix-Tourcoing sur l'industrie française du peignage, et, à Roubaix-Tourcoing, celle d'un petit groupe de familles du cru. Car si la « bonne concurrence » que la réglementation doit faire advenir est l'alibi du monopole collectif, elle est le plus souvent un marché de dupes profitant aux

plus gros (l'organisation d'un cartel apparaissant comme la poursuite de la guerre par d'autres moyens et selon des règles déterminées par un rapport de forces évidemment favorable aux plus gros).

Par ailleurs, la cartellisation a été générale, et s'est accompagnée d'un double mouvement de fédération horizontale (au niveau national et international) et de coordination inter-corporations (notamment vers 1907 entre fabricants et teinturiers à façon), dont les fabricants sont, à Roubaix au début du XX<sup>e</sup> siècle, les actifs promoteurs (ébauche d'un Consortium anti-grèves à la veille de la guerre).

#### **IV. Le système bancaire régional : auxiliaire d'une expansion conservatrice**

Une fois examiné le système des solidarités familiales et corporatives qui fait la force du capitalisme régional, reste à analyser le marché des capitaux : système bancaire et marché financier régionaux.

Le système bancaire régional ayant été peu étudié à Lille hormis les travaux de Pierre Pouchain, et n'ayant pas fait l'objet d'une synthèse intégrant sa contribution au financement de l'industrie depuis 1924 (thèse de Jacques Laloux), il y avait ici une lacune à combler, en réunissant quatre types de sources : 1. les rapports d'inspection des succursales de la Banque de France [R.I.BdF] à Lille et Roubaix ; 2. les bilans des banques locales et régionales par actions (dans le mémoire de P. Pouchain sur le Crédit du Nord ; dans la série 65 AQ du C.A.M.T. ; au Crédit Lyonnais et dans les R.I.BdF) ; 3. les bilans et inventaires des agences du Crédit Lyonnais à Lille et Roubaix (source exceptionnelle, dans la mesure où rien de similaire ne subsiste pour la Société Générale et le C.N.E.P.) ; 4. les actes de société, croisés avec les généalogies. Il manque évidemment les archives des banques dites « privées » (Joire, Scalbert) qu'il faudrait rechercher, si toutefois elles existent encore.

Le système bancaire régional n'échappe pas au maillage familial, dans lequel s'insèrent les banques locales et régionales, et qui ne cesse de se resserrer – au détriment des petits banquiers et escompteurs extérieurs à ce système et tentant de s'établir en S.A.

Après une période (années 1850 et 1860) où les banques locales se sont engagées sur la voie de la commandite (directe ou indirecte) et y ont entraîné la Banque de France, la concurrence interbancaire qui s'intensifie à partir des années 1880 avec le développement des agences des établissements de crédit, et l'abondance des capitaux sur la place, jouent largement en faveur de l'industrie et du négoce. Pour prendre pied dans la région, les agences du Crédit Lyonnais s'engagent massivement dans le crédit personnel, ce qui

contredit l'idée d'une prudence excessive des grands établissements de crédit. Après 1895, la pléthore des capitaux encourage à emprunter même sans besoin. Elle semble pousser les banques locales et les banques régionales à ne pas relâcher leurs crédits à moyen terme : on peut nuancer l'idée d'une « banalisation » de la banque (M. Lescure), c'est-à-dire d'un repli irréversible des banques régionales vers les opérations les plus liquides au moment de l'extension de leurs réseaux de succursales, et observer plutôt des tentatives de dégagement (1876, 1894, 1900 au Crédit du Nord), tentatives qui échouent car l'abondance des capitaux rend l'escompte peu rentable. Il faut certes opposer le désengagement relatif du Crédit du Nord après 1905, et la prudence renforcée de la banque Verley, Decroix & Cie (qui a, avant 1913, le réseau de succursales le plus étendu) à l'engagement toujours aussi important de Devilder dans les gros découverts.

Les établissements de crédit et la Banque de France augmentent aussi le volume de leurs crédits : aussi, les flux financiers venant de Paris connaissent une croissance considérable, alors que sur place les capitaux sont surabondants. Ainsi sous couvert du développement de l'escompte direct, la Banque de France s'engage dans une politique avouée du découvert, en escomptant généreusement le gros papier de circulation, à elle remis par les grands groupes familiaux, finançant ainsi à moindre coût non seulement des « campagnes d'achat » et des investissements, mais également des spéculations boursières, des placements, et mêmes des dots (cf le « papier de famille » du groupe Motte-Bossut).

Au total, la surabondance des capitaux n'a guère entraîné une transformation des structures du crédit à l'industrie. Il faut dire que la structure même des besoins de l'industrie textile a changé, les opérations commerciales y revêtant désormais une importance stratégique.

## **V. Le marché financier « public » : talon d'Achille du capitalisme régional.**

La sclérose a également touché le marché financier régional « public », c'est-à-dire extérieur à la sphère privée du crédit mutuel à long terme pratiqué entre nébuleuses familiales<sup>3</sup>.

Derrière l'apparente diversification de la cote de la Bourse de Lille après 1900, une permanence s'impose : la spécialisation du marché boursier lillois sur les valeurs minières, que ne remet pas en cause, loin s'en faut, l'afflux des valeurs pétrolières en 1913-1914. Elle montre que la fonction principale

---

<sup>3</sup> Si la bourse de Lille a déjà fait l'objet de la thèse de Gérard Tassin (soutenue en 2000), il restait à en élargir l'analyse aux autres acteurs du marché financier, coulisse et marché en banque, à partir notamment des actes de société – au risque de tomber par moments dans une histoire institutionnelle.

du marché financier (Lillois, et parisien après 1901 surtout) a surtout été la valorisation du magot des charbonnages du Nord et surtout du Pas-de-Calais détenu par les « grandes familles » de la région lilloise. En-dehors de ce secteur de valeurs, le marché reste étroit. Étroitesse qui n'est pas seulement liée à une offre réduite de titres – dont les activités qui sont au cœur du tissu industriel régional, textile et chimie minérale notamment, sont absentes -, mais aussi à une demande très concentrée, en raison de la concentration croissante des fortunes (cf la thèse de F.P. Codaccioni, 1976), et portée vers des valeurs cotées sur le marché parisien que les agences des établissements de crédit et les banques régionales à travers la Société centrale des banques de province diffusent sur place.

Et tandis que les établissements financiers endogènes susceptibles de développer les activités nouvelles ont peu d'envergure (leurs promoteurs ne sont guère insérés dans les réseaux dominants), les groupes financiers parisiens, belges, anglo-américains même, s'imposant par la puissance de leurs capitaux et de leur organisation, prennent en main l'électrification et la construction des tramways notamment. Quant aux rares banques d'affaires endogènes puissantes (banque Clairin, Consortium du Nord), leur unique vocation est d'offrir aux capitaux surnuméraires du textile régional des débouchés à l'extérieur, notamment dans les pétroles de Galicie et de Roumanie, à partir de 1911.

## **VI. 1900-1914, entre conquêtes et replis**

Le début du XX<sup>e</sup> siècle constitue une saisissante préfiguration de la mondialisation : essaimage des groupes textiles (Russie, Amérique du Nord), essor considérable des investissements de type spéculatif à l'étranger, mais aussi pénétration du secteur textile par les capitaux de Manchester et de Thaon.

### **Conclusion : hypothèses**

La sclérose du système bancaire et financier corrobore mais n'explique pas le maintien voire le renforcement de la spécialisation textile, et on est bien obligé de formuler quelques hypothèses touchant aux stratégies dominantes (voire collectives) du milieu d'affaires dominant – stratégies sur lesquelles ont sans doute pesé lourdement les Roubaisiens et Tourquennois, dont l'influence et le poids financier ont été croissants dans l'arrondissement :

1. La « déterritorialisation » et plus précisément l'internationalisation des grands groupes textiles fin du XIX<sup>e</sup> – début du XX<sup>e</sup> siècle, qui dément l'attachement proclamé au territoire (au « terroir » comme dit Eugène Motte), semble relever d'une conception particulière de la région, exprimée après la guerre par de jeunes Roubaisiens à la croisée du mouvement familial et du mouvement régionaliste : la région n'est autre qu'une « fédération de familles » ; partant, ce qui est bon pour ces familles est bon pour la région – sans que la réciproque soit vraie ;
2. La rente charbonnière n'a guère rendu évidente la nécessité d'organiser et de financer l'électrification de la région lilloise ; d'autant que les Roubaisiens ont pesé sur les prix du charbon ;
3. Il y a un esprit utilitariste, visible dans ce qu'on peut appeler l'« individualisme électrique » des industriels textiles, et surtout dans le système de formation des cadres de l'industrie, tourné, surtout et de façon caricaturale à Roubaix, vers le textile, beaucoup plus que vers la formation d'un corps d'ingénieurs polyvalents.
4. La spécialisation, qui, dans les années 1860, correspondait à la volonté de vaincre l'Angleterre, répond sans aucun doute, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, au désir de dominer les marchés mondiaux, mais elle semble être aussi devenue, à l'heure où s'intensifient les luttes de classes, une stratégie de conservation sociale : l'urgence est désormais de ne pas « compromettre l'œuvre du passé » et de figer le développement du territoire dans le mythe d'une vocation textile, de le maintenir sous la dépendance d'une industrie et de groupes nourriciers. Alors qu'au sein même de la forteresse textile, des brèches se sont déjà ouvertes, dans lesquelles se sont engouffrés les trusts de Manchester.